

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1985-1986

30 AVRIL 1986

Projet de loi relatif à l'établissement d'élevages industriels

RAPPORT
**FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'AGRICULTURE ET DES
CLASSES MOYENNES
PAR M. SMEERS**

I. EXPOSE DU SECRETAIRE D'ETAT

Le projet de loi relatif à l'établissement d'élevages industriels a été adopté par la Chambre des Représentants à une large majorité, étant donné qu'il y avait unanimité de vues quant à la nécessité de protéger l'entreprise familiale indépendante.

La protection de notre agriculture familiale est un but qui s'inscrit entièrement dans les préoccupations du Gouvernement. L'accord de gouvernement prévoit expressément que le Gouvernement « donnera priorité aux mesures assurant le maintien et la promotion des exploitations agricoles familiales ».

Une limitation de la taille des entreprises industrielles par le biais d'autorisations obligatoires est un système efficace.

Ont participé aux travaux de la Commission :

Membres effectifs : MM. Sondag, président; Basecq, Bataille, Bens, Content, Elcher, J. Gillet, Knuts, Matthys, Meyntjens, Nicolas, Ottenbourg, Van den Broeck, Vandermarliere, V. Van Eetvelt, Van Nevel et Smeers, rapporteur.

Membres suppléants : MM. Vervae et Willemsens.

R. A 13026*Voir :*

Document du Sénat :

234 (1985-1986) : N° 1.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1985-1986

30 APRIL 1986

**Ontwerp van wet betreffende de vestiging van
industriële veeteeltbedrijven**

VERSLAG
**NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
LANDBOUW EN DE MIDDENSTAND
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER SMEERS**

I. UITEENZETTING VAN DE STAATSSECRETARIS

Het wetsontwerp betreffende de vestiging van industriële bedrijven is met een ruime meerderheid in de Kamer aangenomen aangezien een consensus bestond met betrekking tot de noodzaak om het zelfstandig gezinsbedrijf te beschermen.

Dit oogmerk van bescherming van onze familiale landbouw beantwoordt volledig aan de bekommernis van de Regering. Het Regeerakkoord voorziet nl. uitdrukkelijk dat de Regering voorrang zal verlenen « aan de maatregelen die het behoud en de promotie van de familiale landbouw-exploitaties verzekeren ».

Een inperking van industriële veeteeltbedrijven door middel van een vergunningsplicht is hierbij een doeltreffend systeem.

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heren Sondag, voorzitter; Basecq, Bataille, Bens, Content, Elcher, J. Gillet, Knuts, Matthys, Meyntjens, Nicolas, Ottenbourg, Van den Broeck, Vandermarliere, V. Van Eetvelt, Van Nevel en Smeers, verslaggever.

Plaatsvervangers : de heren Vervae et Willemsens.

R. A 13026*Zie :*

Gedr. St. van de Senaat :

234 (1985-1986) : N° 1.

Ainsi, on peut maîtriser la situation d'une manière suffisamment souple sans qu'il y ait de risques de formalités administratives excessives.

Parallèlement, la réalité économique et l'évolution du secteur, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières, peuvent être suivies de près.

Finalement, il voudrait souligner que son intention n'est nullement de créer par principe un certain nombre de commissions provinciales dans le cadre de la loi en projet. La possibilité est offerte de créer, au besoin, dans chaque province, une commission spécifique. Il est toutefois évident que des commissions ne seront effectivement constituées que dans les provinces où des autorisations seront demandées.

Pour ces raisons, il demande à la Commission de l'Agriculture de bien vouloir adopter rapidement le projet.

II. DISCUSSION GENERALE

Au cours de la session précédente, la Commission a déjà examiné le projet une première fois.

Un membre souligne que le point essentiel du projet se situe à l'article 2, où il est explicitement prévu qu'une autorisation est requise pour établir des élevages industriels. Il importe, en l'espèce, de savoir quels seront les nombres d'animaux qu'on fixera.

Plusieurs membres demandent d'ailleurs avec insistance que leur soient communiquées les limites sur lesquelles le projet se basera.

Le Secrétaire d'Etat répond qu'en application de l'article 2 du projet de loi, les nombres d'animaux au-delà desquels une autorisation serait requise pourraient être les suivants :

- truies : 300;
- porcs d'engrais : 4 000;
- poules pondeuses : 50 000;
- poules de chair : 100 000.

Ces chiffres sont à situer dans le cadre des discussions au sein de la Commission et n'ont par conséquent qu'une valeur indicative. Ils correspondent à l'hypothèse d'une exploitation professionnelle à part entière pouvant fournir du travail à deux personnes.

Un autre intervenant demande pourquoi il n'y a pas de représentation des consommateurs au sein de la commission consultative provinciale des élevages industriels.

Le Secrétaire d'Etat répond que les pouvoirs publics y sont représentés, ainsi que les milieux économiques concernés, ce qui est tout à fait normal compte tenu de la nature de l'autorisation.

Un commissaire attire l'attention sur le fait qu'il faut rester compétitif par rapport aux autres pays membres de la C.E.E.

Aldus kan met de nodige soepelheid de toestand onder controle worden gehouden zonder te vervallen in overbodige administratieve rompslomp.

Tevens kan de economische realiteit en de evolutie in de sector, zowel binnen als buiten de landsgrenzen, op de voet gevolgd worden.

Tenslotte wenst hij te beklemtonen dat het hoegenaamd niet de bedoeling is per definitie een aantal provinciale commissies op te richten in het kader van deze wet. De mogelijkheid wordt geschapen om, zo nodig, in elke provincie een specifieke commissie op te richten. Het is echter evident dat men alleen commissies daadwerkelijk zal samenstellen in die provincies waar vergunningen worden aangevraagd.

Om al deze redenen vraagt hij de Commissie van Landbouw het ontwerp snel goed te keuren.

II. ALGEMENE BESPREKING

Tijdens de vorige zitting heeft de Commissie reeds een eerste onderzoek gewijd aan het ontwerp.

Een lid onderstreept dat de kern van het voorstel ligt in artikel 2 waarin uitdrukkelijk is gezegd dat een vergunning vereist is voor de vestiging van industriële veeteeltbedrijven. Van belang hierbij is te weten welke dieren aantallen zullen bepaald worden.

Meerdere leden dringen trouwens aan om de grenzen te kennen waarop het ontwerp zich zal steunen.

De Staatssecretaris antwoordt hierop dat in uitvoering van artikel 2 van het wetsontwerp, de dieren aantallen waarboven een vergunning zou vereist zijn, als volgt zouden kunnen bepaald worden :

- zeugen : 300;
- mestvarkens : 4 000;
- leghennen : 50 000;
- vleeskippen : 100 000.

De aangehaalde cijfers kaderen in de besprekingen van de Commissie en zijn derhalve louter indicatief. Ze gaan uit van de idee van een volwaardig beroepsbedrijf dat werk kan verschaffen aan twee personen.

Een ander lid vraagt waarom er geen vertegenwoordiging van de verbruikers in de provinciale commissie voor advies voor de industriële veeteeltbedrijven bestaat.

De Staatssecretaris antwoordt dat in de provinciale commissies de overheid aanwezig is evenals vertegenwoordigers van de betrokken economische kringen, wat gans normaal is gelet op de aard van de vergunning.

Een lid doet opmerken dat men concurrentieel moet blijven met de andere E.E.G.-landen.

Le Secrétaire d'Etat répond que la situation de ceux-ci est assez différente. On y recourt à des systèmes de réglementation politique et économique de portée générale, qui mettent, dans un certain nombre de cas, un frein à l'expansion excessive des exploitations d'élevage intensif.

Un autre intervenant demande dans quels cas l'autorisation est obligatoire.

Le Secrétaire d'Etat répond qu'il appartient au Roi de fixer la limite à prendre en considération. La nouvelle loi est en effet souple sur ce point. La fixation des limites doit évidemment se faire avec toute la prudence requise.

Plusieurs membres demandent si la loi porte également sur les élevages de vaches.

Le Secrétaire d'Etat confirme que la loi vise tous les élevages, et donc aussi ceux de vaches. La notion de bétail doit être interprétée au sens large. Mais, dans la pratique actuelle, on pense uniquement aux porcs et aux poulets.

Un commissaire demande quelle est l'incidence du problème des quotas laitiers sur l'octroi d'autorisations.

Le Secrétaire d'Etat répond que le recours aux quotas dans le secteur laitier constitue une mesure provisoire, tandis qu'il s'agit, en l'espèce, d'une réglementation définitive, fondée sur des critères vétérinaires et d'économie agricole.

Un membre se demande si les limites à fixer par le Roi pourront être revues.

Le Secrétaire d'Etat confirme que les limites pourront être adaptées chaque fois que cela sera utile ou nécessaire pour des raisons économiques ou sanitaires. Il est essentiel que les limites à prendre en considération pour l'octroi d'autorisations soient facilement adaptables pour sauvegarder en permanence la viabilité des secteurs en question ainsi que leur compétitivité au sein de la C.E.E.

Plusieurs membres estiment qu'on a affaire en l'espèce à une loi de cadenas.

Le Secrétaire d'Etat déclare qu'il ne partage pas ce point de vue. La loi en projet vise uniquement à réglementer le développement d'entreprises mastodontes.

Un membre demande sur quels critères la commission provinciale fondera ses avis.

Le Secrétaire d'Etat souligne que les critères seront les mêmes pour l'ensemble du pays et qu'ils seront fixés par arrêté ministériel (cf. l'article 6).

Un commissaire propose d'examiner la situation actuelle.

Le Secrétaire d'Etat communique les chiffres du recensement agricole de 1983 (cf. l'annexe).

Un commissaire fait observer qu'il est prévu de construire à Ghlin un établissement très important pour l'élevage de poules pondeuses en batteries. Les produits de celui-ci seraient destinés à l'exportation vers l'Afrique. La loi en projet s'appliquerait-elle à cet établissement ?

De Staatssecretaris antwoordt dat de toestand in de andere E.E.G.-landen nogal verschillend is. Ze hanteren systemen met algemene politieke en economische reglementeringen die in een aantal gevallen de overdadige groei van intensieve veeteeltbedrijven afremmen.

Een andere spreker vraagt wanneer de vergunning verplicht is.

De Staatssecretaris antwoordt dat de grens door de Koning moet vastgesteld worden. Dit is inderdaad de soepelheid van deze wet. De vastlegging van de grenzen moet natuurlijk met al de nodige voorzichtigheid beslist worden.

Verschillende leden vragen of de wet ook slaat op de veeteeltbedrijven van koeien.

De Staatssecretaris bevestigt dat de wet alle veeteeltbedrijven viseert en de koeien derhalve ook bedoeld zijn. Het begrip vee moet ruim geïnterpreteerd worden. Maar in de praktijk denkt men thans enkel aan varkens en kippen.

Een commissielid wenst te weten welke de terugslag is van het probleem van de zuivelquota op de verlening van vergunningen.

De Staatssecretaris antwoordt dat de quotaregeling in de zuivelsector een voorlopige maatregel is terwijl het hier om een definitieve regeling gaat die gebaseerd is op landbouw-economische en diergeneeskundige criteria.

Een lid vraagt zich af of de door de Koning vastgestelde grenzen wel voor herziening zullen vatbaar zijn.

De Staatssecretaris bevestigt de mogelijkheid tot aanpassing van de grenzen telkens dit om bedrijfseconomische of sanitaire redenen nuttig of nodig zal zijn. Een soepele aanpasbaarheid van de vergunningsgrens is essentieel teneinde de leefbaarheid van de betrokken sectoren en de concurrentiekracht binnen de E.E.G. permanent te vrijwaren.

Meerdere leden denken dat het hier om een grendelwet gaat.

De Staatssecretaris kan deze zienswijze niet delen. De wet heeft enkel tot doel de inrichting van mastodontbedrijven onder controle te krijgen.

Een lid vraagt op welke criteria de provinciale commissie haar adviezen zal steunen.

De Staatssecretaris onderlijnt dat de criteria dezelfde zullen zijn voor het ganse land en bij ministerieel besluit zullen vastgelegd worden (zie artikel 6).

Een lid stelt voor de huidige toestand te onderzoeken.

De Staatssecretaris deelt de cijfers van de landbouwtelling van 1983 mee (zie bijlage).

Een commissielid doet opmerken dat een zeer belangrijke inrichting van kweekbatterijen voor legkippen te Ghlin voorzien is. Haar produkten zouden voor export naar Afrika bestemd zijn. Zou in dit geval de huidige ontwerp van toepassing zijn ?

Le Secrétaire d'Etat déclare que, pour commencer, il n'existe pas d'établissement de ce type à Ghlin pour l'instant. Au cas où l'on y en construirait un, le fait que la production serait exclusivement destinée à l'exportation constituerait un des éléments à prendre en considération pour l'examen concret de la demande. Toutefois, dans le secteur des œufs, il n'existe pas de marchés distincts et cela aurait assurément des répercussions sur le marché national.

Plusieurs membres estiment que l'intitulé est ambigu. Selon eux, un tel projet de loi relève de la compétence des régions et concerne également les Affaires économiques et l'Environnement. Pour eux, l'avis de la Commission de l'Economie est nécessaire.

D'autres commissaires rejettent cette interprétation. Le projet ne vise pas à rendre impossible la création d'élevages industriels, mais à en contrôler l'opportunité, notamment du point de vue social. L'objectif poursuivi est d'établir un équilibre entre divers types d'élevages.

Le Secrétaire d'Etat déclare que le projet relève sans conteste de la compétence du pouvoir national.

Il vise notamment à fournir au Ministre de l'Agriculture un moyen de contrôle des exploitations agricoles. Dans ce cadre, l'entreprise de très grande dimension, c'est-à-dire l'entreprise industrielle, et l'entreprise familiale sont face à face. La transformation des produits de l'élevage n'est pas visée en l'espèce, de sorte que la compétence économique des régions n'entre pas en jeu. Il s'agit uniquement d'une réglementation purement agricole qui relève incontestablement de la compétence du pouvoir national.

La réglementation existant en matière de permis de construire et d'autorisation d'exploitation reste inchangée. Il n'y a donc pas non plus de problèmes de compétence de ce point de vue-là.

Il estime que l'avis de la Commission de l'Economie n'est pas nécessaire, étant donné que, comme il l'a déjà dit, le projet tend à une réglementation purement agricole.

L'industrie de la transformation de la viande n'est en effet pas visée par le projet; seul le secteur de l'élevage proprement dit s'inscrit dans son champ d'application.

Un membre demande si un non-agriculteur peut créer une telle exploitation.

Le Secrétaire d'Etat répond que le projet ne prévoit aucune restriction sur ce point. En principe, tout le monde peut se lancer dans l'élevage.

Un membre fait observer que tous les élevages industriels existants se trouvent exclusivement dans le nord du pays.

Un autre intervenant déplore cette interprétation et se réfère à l'article 85 du traité de Rome. Il n'est pas question de monopole en l'espèce.

Un commissaire estime qu'il faut continuer à donner à chacun la possibilité de créer un élevage.

De Staatssecretaris verklaart ten eerste dat de inrichting te Ghlin niet uitgevoerd is. Mocht ze nochtans opgericht worden, dan zou het feit dat de produktie uitsluitend voor export bestemd is één van de elementen zijn die in aanmerking zouden kunnen genomen worden bij de concrete beoordeling van de aanvraag. Het is echter zo dat in de eiersector er geen afzonderlijke markten bestaan en het zeker repercussies zou veroorzaken op de nationale markt.

Verschillende leden vinden het opschrift dubbelzinnig. Volgens hen behoort het ontwerp tot de bevoegdheid van de gewesten en betreft het ook de Economische Aangelegenheden en het Leefmilieu. Ze menen dat een advies van de Commissie voor Economische Aangelegenheden nodig is.

Andere leden verzetten zich tegen deze interpretatie. Het doel van het ontwerp is niet de inrichting van industriële veeteeltbedrijven te vermijden maar de gepastheid van deze inrichting te controleren eveneens op sociaal gebied. Het bestaat in het zoeken naar een evenwicht tussen verschillende typen veeteeltbedrijven.

De Staatssecretaris verklaart dat het ontwerp zeker tot de nationale bevoegdheid behoort.

Het wetsontwerp wil nl. een controlemiddel bezorgen aan de Minister van Landbouw t.o.v. de landbouwexploitaties. Binnen dit kader staat het zeer grote bedrijf, het zgn. industriële bedrijf, tegenover het familiale bedrijf. De verwerking van de veeteeltprodukten wordt hierbij niet bedoeld, zodat de economische bevoegdheid van de Gewesten niet ter sprake kan komen. Het gaat uitsluitend om een zuivere landbouwregeling die duidelijk onder de nationale bevoegdheid ressorteert.

De bestaande regeling inzake bouw- en exploitatievergunningen blijft onaangeroerd. Ook vanuit deze hoek is er dus geen probleem inzake bevoegdheid.

Het advies van de Commissie voor Economische Aangelegenheden is niet nodig, aangezien, zoals hij reeds zei, het ontwerp een uitsluitende landbouwregeling omvat.

De vleesverwerkingssector is namelijk niet gevisieerd door het ontwerp; enkel de sector van de eigenlijke veeteelt valt binnen het toepassingsgebied.

Een lid wenst te weten of ook iemand die niet landbouwer is, zulke uitbatingen mag aanvatten.

De Staatssecretaris antwoordt dat het ontwerp wat dit betreft geen beperking inhoudt. In beginsel mag iedereen een veeteeltbedrijf starten.

Een lid doet opmerken dat al de bestaande industriële veeteeltbedrijven uitsluitend in het noorden van het land liggen.

Een ander lid betreurt deze interpretatie en verwijst naar artikel 85 van het Verdrag van Rome. Er is hier geen kwestie van monopolie.

Een spreker denkt dat men aan iedereen de mogelijkheid moet blijven gunnen een veeteeltbedrijf op te richten.

Le Secrétaire d'Etat souligne à nouveau que la loi en projet n'est pas une loi de cadenas. Il faut rester souple pour s'adapter à l'évolution économique. Il attire toutefois l'attention sur le danger d'investissements étrangers dans des entreprises mammoth qui peuvent porter un coup fatal aux structures d'exploitation existantes. Comme il semble n'y avoir aucune législation en la matière au niveau européen, un membre déclare qu'il faut rendre la loi en projet suffisamment souple pour éviter que les exploitations belges ne s'établissent définitivement à l'étranger.

Plusieurs membres attirent l'attention sur la situation difficile des jeunes agriculteurs, qui ont besoin de garanties et de protection qu'ils devraient trouver notamment dans la loi en projet.

Un commissaire ajoute que tout cela est inutile si l'objectif non déclaré du projet est de combattre la surproduction.

Un commissaire demande l'avis du Conseil d'Etat au sujet de la compétence, ainsi que le report de la discussion. Il souhaite que la Commission procède à un vote indicatif sur ce point. Sa demande est rejetée par 11 voix contre 4 et 1 abstention.

Plusieurs membres estiment que l'autorisation prévue n'est nécessaire que dans les provinces où existent déjà de tels élevages.

Le Secrétaire d'Etat répond à ce sujet que, du point de vue économique, on peut difficilement établir une telle distinction entre les provinces dans le cadre d'un marché C.E.E. ouvert, dans lequel les frontières nationales elles-mêmes ne constituent plus une véritable protection.

Après la constitution des nouvelles Chambres, la Commission a repris ses travaux.

Le Secrétaire d'Etat souligne une nouvelle fois que le projet à l'examen vise à organiser une protection des élevages familiaux grâce à un contrôle des établissements de très grande taille aux conséquences multiples. Cet objectif de protection de l'agriculture familiale s'inscrit parfaitement dans le cadre des préoccupations du Gouvernement.

Un membre insiste pour qu'aucune subvention ne soit accordée aux grosses exploitations. Il souhaite qu'on prévienne des contrôles sévères et qu'on fixe des critères solides et définitifs.

Le Secrétaire d'Etat répond qu'il existe déjà des limitations pour ce qui est des subventions européennes, notamment dans les secteurs de l'élevage laitier, de l'élevage porcin et de la volaille.

Deux autres commissaires demandent si la loi en projet relève de la compétence régionale et pourquoi elle prévoit des commissions provinciales et non des commissions régionales.

Le Secrétaire d'Etat souligne qu'il s'agit d'une compétence nationale et non pas régionale. Les lois de 1980 de réformes institutionnelles et la loi de 1962 sur la F.I.A. sont claires à cet égard. Pour ce qui est de l'organisation par province, le

De Staatssecretaris beklemtoont nogmaals dat dit ontwerp geen grendelwet is. Men moet soepel blijven om zich aan de economische evolutie aan te passen. Hij onderstreept wel het gevaar van buitenlandse investeringen in mammoetbedrijven die de bestaande bedrijfsstructuur op een onverantwoorde wijze kan ten gronde richten. Daar op het Europese niveau geen wetgeving schijnt te bestaan beklemtoont een lid dat deze wet soepel genoeg moet zijn om te vermijden dat de Belgische bedrijven zich voorgoed in het buitenland zouden vestigen.

Verschillende leden vestigen de aandacht op de moeilijke toestand van de jonge landbouwers die waarborgen en bescherming nodig hebben, mede door deze wet.

Een lid voegt eraan toe dat indien het verborgen doel van de wet is de overproductie te bestrijden, dit allemaal nutteloos is.

Een spreker vraagt het advies van de Raad van State over de bevoegdheid en het uitstel van de bespreking. Hij wenst daarover een indicatieve stemming van de Commissie. Dit wordt verworpen met 11 tegen 4 stemmen, bij 1 onthouding.

Verschillende leden zijn van mening dat de voorziene vergunning slechts nodig is in die provincies waar zulke veeteeltbedrijven al bestaan.

De Staatssecretaris antwoordt hierop dat men vanuit economisch oogpunt bezwaarlijk een dergelijke opdeling tussen provincies kan doorvoeren in een open E.E.G.-markt waarin zelfs de nationale grenzen geen afscherming meer impliceren.

Na de samenstelling van de nieuwe Kamers, heeft de Commissie haar werkzaamheden hervat.

De Staatssecretaris beklemtoont nogmaals dat het ontwerp dat ter tafel ligt als oogmerk heeft de bescherming van de familiale veeteeltbedrijven door een controle van de gigantische vestigingen waarvan de gevolgen veelzijdig kunnen zijn. Dit doel van bescherming van de gezinslandbouw beantwoordt ten volle aan de bekommernis van de Regering.

Een lid waarschuwt ook dat geen subsidies zouden gegeven worden aan grotere bedrijven. Hij wenst de instelling van strenge controles en van vaste en definitieve criteria.

De Staatssecretaris antwoordt dat er beperkingen zijn aan de Europese subsidies o.m. in de melkveehouderij, de varkensteelt en de pluimveector.

Twee andere commissieleden stellen de vraag of deze wet onder de gewestelijke bevoegdheid valt en waarom er provinciale commissies en geen gewestelijke commissies voorzien zijn.

De Staatssecretaris beklemtoont dat het gaat om een nationale bevoegdheid en geen gewestelijke. De wetten van 1980 inzake de staatshervorming en de wet van 1962 op het L.I.F. zijn hierin duidelijk. Wat de organisatie per provincie betreft

Secrétaire d'Etat attire l'attention sur le fait que dans bien des domaines, l'agriculture s'est structurée au niveau provincial.

Un autre membre estime que les mots « élevages industriels », utilisés dans le texte français, ne conviennent pas parfaitement. Selon lui, il serait préférable de parler de « productions animales spécialisées ». En néerlandais, le mot « vee­teeltbedrijven » couvre cette différence de sens.

Le Secrétaire d'Etat se réfère aux discussions qui ont eu lieu à la Chambre des Représentants, où l'on s'est finalement prononcé en faveur du maintien de l'intitulé actuel.

III. DISCUSSION DES ARTICLES

Intitulé

Un membre dépose l'amendement suivant :

« Compléter l'intitulé du projet par le mot « intégrés. »

Justification

« L'auteur du projet et le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture ont reconnu qu'il était difficile de cerner la notion d'« élevages industriels ». En insérant dans le texte de l'intitulé, et par voie de conséquence dans tous les articles où l'intitulé est repris, la notion d'« intégration » au sens macro-économique du terme, on précise mieux le type d'élevage visé.

En effet, l'amont et l'aval de ces élevages sont également à inclure dans la notion retenue pour autant qu'ils s'intègrent dans l'implantation visée. »

Après discussion, l'amendement est retiré par son auteur.

Article 1^{er}

Un membre dépose un amendement rédigé comme suit :

« Au premier alinéa de cet article, insérer entre le mot « Roi » et le mot « étant » les mots « sur avis conforme des exécutifs régionaux ».

Justification

« L'impact économique de ce type d'élevage peut revêtir une importance considérable pour la politique en matière d'industries agro-alimentaires. De ce fait, il est indispensable que les Régions soient associées aux décisions de limitation à l'établissement d'élevages industriels. »

Le Secrétaire d'Etat répète que le projet concerne une matière purement agricole, qui est de la compétence exclusive du pouvoir national. Il est donc inutile de mêler les régions aux problèmes en question.

L'amendement est rejeté par 15 voix contre 2 et 1 abstention. L'article 1^{er} est adopté par 16 voix et 2 abstentions.

wijst de Staatssecretaris er op dat de landbouwstructuur zich in vele domeinen op provinciaal vlak georganiseerd heeft.

Een ander lid is van mening dat in de Franse tekst van het ontwerp, de woorden « élevages industriels » niet ideaal zijn. De woorden « productions animales spécialisées » zouden beter passen. In het Nederlands omvat het woord « vee­teeltbedrijven » het verschil.

De Staatssecretaris verwijst naar de besprekingen in de Kamer van Volksvertegenwoordigers, waar men uiteindelijk het huidige opschrift heeft bewaard.

III. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Opschrift

Een lid dient het volgende amendement in :

« In het opschrift van het ontwerp de woorden « industriële vee­teeltbedrijven » te doen voorafgaan door het woord « geïntegreerde. »

Verantwoording

« De indiener van het ontwerp en de Staatssecretaris voor Europese Zaken en Landbouw hebben toegegeven dat het begrip « industriële vee­teeltbedrijven » moeilijk kan worden omschreven. Door in het opschrift en in alle artikelen het begrip « integratie » in de macro-economische betekenis op te nemen, maakt men duidelijker welk soort vee­teeltbedrijf wordt bedoeld.

Ook de toelevering en de afzet moeten immers onder dat begrip vallen, voor zover zij deel uitmaken van de bedoelde inrichting. »

Na bespreking wordt het amendement ingetrokken.

Artikel 1

Een lid dient het volgende amendement in :

« In het eerste lid van dit artikel tussen het woord « Koning » en het woord « vastgestelde » in te voegen de woorden « op overeenkomstig advies van de gewestexecutieven. »

Verantwoording

« De economische gevolgen van dit soort vee­teeltbedrijven kunnen van groot belang zijn voor het beleid op het gebied van de voeder­middelenindustrie. Daarom is het volstrekt noodzakelijk dat de gewesten betrokken worden bij de beslissingen tot beperking van de vestiging van industriële vee­teeltbedrijven. »

De Staatssecretaris herhaalt dat het ontwerp een zuivere landbouwaangelegenheid is waarvoor enkel de nationale overheid bevoegd is. Een betrekken van de gewesten in deze problematiek is derhalve overbodig.

Het amendement wordt verworpen met 15 tegen 2 stemmen, bij 1 onthouding. Artikel 1 wordt aangenomen met 16 stemmen, bij 2 onthoudingen.

Article 2

Un membre dépose l'amendement suivant :

« Compléter cet article par un second alinéa, rédigé comme suit :

« Cette autorisation préalable n'est requise que dans les provinces où les établissements définis à l'article 1^{er} existent déjà. »

Justification

« L'objectif poursuivi par le présent projet vise à protéger les exploitations familiales et à y préserver au maximum l'emploi.

Il convient donc de n'envisager ces mesures que là où le danger existe et là où le besoin s'en fait réellement sentir.

Nous ne pouvons légiférer sur des hypothèses de travail mais sur des faits concrets. »

L'amendement est retiré par son auteur.

Deux autres membres déposent l'amendement suivant :

« Compléter cet article par les mots « pour autant qu'un tel élevage soit déjà implanté dans la province. »

Justification

« L'objectif poursuivi par l'auteur ne peut être rencontré que là où au moins une implantation existe déjà. Dans les provinces où ces échanges industriels n'ont pas encore fait leur apparition, il est donc inutile d'envisager cette procédure pour la première autorisation. Celle-ci relève simplement de la réglementation applicable au permis d'exploiter. »

Après un échange de vues, l'amendement est retiré par ses auteurs.

Un troisième amendement est déposé :

« Compléter cet article par un deuxième alinéa, rédigé comme suit :

« L'avis conforme de l'exécutif régional de la Région où sont situés ces nouveaux élevages industriels sera requis. »

Justification

« L'impact économique de ce type d'élevage peut revêtir une importance considérable pour la politique en matière d'industries agro-alimentaires. De ce fait, il est indispensable que les Régions soient associées aux décisions de limitation à l'établissement d'élevages industriels. »

L'amendement est rejeté par 15 voix contre 2 et 1 abstention.

L'article est adopté par 16 voix et 2 abstentions.

Artikel 2

Een lid dient het volgende amendement in :

« Dit artikel aan te vullen met een tweede lid, luidende :

« Die voorafgaande vergunning is slechts vereist in de provincies waar de in artikel 1 bepaalde bedrijven reeds bestaan. »

Verantwoording

« Het doel van dit ontwerp is de familiebedrijven te beschermen en er de werkgelegenheid zoveel mogelijk te beveiligen.

Er dienen dan ook slechts maatregelen te worden overwogen voor die gevallen waarin het gevaar en de behoefte werkelijk bestaan.

In de wetten moet men niet uitgaan van werkhypothesen maar wel van concrete feiten. »

De indiener trekt zijn amendement in.

Twee andere leden dienen het volgende amendement in :

« Dit artikel aan te vullen als volgt : « voor zover er in de provincie reeds een dergelijk veeteeltbedrijf gevestigd is. »

Verantwoording

« Het oogmerk van de indiener kan enkel worden bereikt waar reeds ten minste één bedrijf bestaat. In de provincies waar nog geen industriële veeteeltbedrijven voorkomen, is het dus nutteloos die procedure voor de eerste vergunning toe te passen. Deze valt eenvoudig onder de regeling voor de exploitatievergunningen. »

Na gedachtenwisseling wordt het amendement ingetrokken.

Een derde amendement wordt ingediend :

« Dit artikel aan te vullen met een tweede lid, luidende :

« Het overeenkomstig advies van de gewestexecutieve van het gewest waar die nieuwe industriële veeteeltbedrijven zijn gevestigd, is vereist. »

Verantwoording

« De economische gevolgen van dit soort veeteeltbedrijven kunnen van groot belang zijn voor het beleid op het gebied van de voedermiddelenindustrie. Daarom is het volstrekt noodzakelijk dat de gewesten betrokken worden bij de beslissingen tot beperking van de vestiging van industriële veeteeltbedrijven. »

Het amendement wordt verworpen met 15 tegen 2 stemmen, bij 1 onthouding.

Het artikel wordt aangenomen met 16 stemmen, bij 2 onthoudingen.

Article 3

Les amendements suivants sont déposés :

« A. Au troisième alinéa de cet article, remplacer le mot « sept » par le mot « huit ».

B. Au quatrième alinéa, ajouter les mots :

« — un représentant des associations de consommateurs. »

Plusieurs membres souhaitent une commission pluraliste.

Le Secrétaire d'Etat déclare que le problème est réglé, étant donné que les fonctionnaires au sein de la commission doivent tenir compte de tous les intérêts.

Les deux amendements sont rejetés par 10 voix contre 3 et 3 abstentions.

Un autre membre dépose l'amendement suivant :

« Compléter le quatrième alinéa de cet article par ce qui suit :

« — trois représentants des organisations des classes moyennes. »

Justification

« Dans le passé, les meuniers à façon ont dû se reconvertir en petites entreprises d'aliments pour bétail. Comme les agriculteurs élevaient du bétail laitier, ces fabricants reconvertis d'aliments pour bétail ont dû s'adresser à des non-agriculteurs pour trouver des gens disposés à faire l'élevage de poulets, de veaux ou de porcs. Ils ont démontré dans le passé qu'ils pouvaient réussir et nous devons faire en sorte qu'il en soit ainsi à l'avenir, car ce sont aussi des entreprises familiales qui relèvent du régime des indépendants (classes moyennes). »

Après la déclaration du Secrétaire d'Etat selon laquelle son objectif est d'assurer une représentation équilibrée des petits et des gros marchands d'aliments pour le bétail, le membre retire son amendement.

Un membre insiste également pour que toutes les organisations agricoles soient représentées au sein de la commission provinciale.

Un autre membre désire savoir pourquoi aucun délégué de l'urbanisme n'est prévu à la commission provinciale.

Le Secrétaire d'Etat répond que c'est pour cette raison qu'un représentant du gouverneur siège à la commission. En outre, c'est la députation permanente qui décide.

Un commissaire désire également savoir si un exploitant peut reprendre un deuxième élevage lorsque l'ensemble des deux élevages dépasse les normes autorisées.

Le Secrétaire d'Etat répond qu'en cas de reprise d'un élevage, une autorisation peut être requise si cette reprise s'accompagne d'une extension ou d'une reconversion.

Artikel 3

De volgende amendementen worden ingediend :

« A. In het derde lid van dit artikel het woord « zeven » te vervangen door het woord « acht ».

B. Het vierde lid aan te vullen als volgt :

« — een vertegenwoordiger van de verbruikersverenigingen. »

Verschillende leden wensen een pluralistische commissie.

De Staatssecretaris verklaart dat het probleem geregeld is, aangezien de ambtenaren in de Commissie met alle belangen dienen rekening te houden.

Beide amendementen worden verworpen met 10 tegen 3 stemmen, bij 3 onthoudingen.

Een ander lid dient het volgende amendement in :

« Het vierde lid van dit artikel aan te vullen als volgt :

« — drie vertegenwoordigers van de middenstandsorganisaties. »

Verantwoording

« In het verleden hebben de loonmaalders zich moeten omschakelen op kleine veevoederbedrijven. Daar de landbouwers zich bezighielden met melkvee, moesten deze omgeschakelde veevoederfabrikanten zich wenden tot niet-landbouwers om mensen te vinden die kippen, kalveren of varkens wilden houden. Die hebben in het verleden bewezen het te kunnen en er moet voor gezorgd worden dat ook de toekomst voor hen zo blijft, daar zij eveneens familiale bedrijven zijn, eveneens onder het stelsel der zelfstandigen (middenstanders). »

Na de verklaring van de Staatssecretaris dat het zijn bedoeling is om een evenwichtige vertegenwoordiging van kleine en grote veevoederhandelaars te verzekeren, trekt het lid zijn amendement in.

Een lid dringt ook aan dat alle landbouworganisaties vertegenwoordigd zouden zijn in de provinciale commissie.

Een ander lid wil de reden kennen waarom er geen afgevaardigde van de stedenbouw in de provinciale commissie zetelt.

De Staatssecretaris antwoordt dat er daarom een vertegenwoordiger van de gouverneur in de Commissie zit. Daarenboven is het de bestendige deputatie die beslist.

Een commissielid wenst ook te weten of een exploitant een tweede bedrijf mag overnemen als de som van de twee bedrijven samen de toegelaten normen overschrijdt.

De Staatssecretaris antwoordt dat bij overname van een bedrijf een vergunning kan vereist zijn wanneer dit gepaard gaat met uitbreiding of omschakeling.

Plusieurs membres posent la question de savoir ce qu'il en est du permis de construire et de l'autorisation d'exploitation.

Le Secrétaire d'Etat souligne qu'il est préférable que les intéressés demandent les différentes autorisations simultanément. Il mentionne également l'article 7, qui dispose que l'on ne peut pas entamer les travaux de construction ou l'exploitation avant que l'autorisation prévue par le projet de loi soit obtenue.

Un membre demande si les présidents de ces Commissions sont proposés par le Ministre de l'Agriculture.

Le Secrétaire d'Etat confirme que le président est un fonctionnaire du département.

Un membre dépose les amendements suivants :

« A. Au premier alinéa de cet article, insérer entre les mots « le Roi » et le mot « crée » les mots « sur proposition de l'exécutif régional compétent ».

B. Au sixième alinéa du même article, insérer entre le mot « Agriculture » et le mot « nomme » les mots « sur avis conforme du membre de l'exécutif régional compétent ayant les problèmes économiques dans ses attributions. »

Justification

« L'impact économique de ce type d'élevage peut revêtir une importance considérable pour la politique en matière d'industries agro-alimentaires. De ce fait, il est indispensable que les Régions soient associées aux décisions de limitation à l'établissement d'élevages industriels. »

L'amendement est rejeté par 13 voix contre 2 et 1 abstention.

Plusieurs membres expriment leur inquiétude à propos des problèmes de coordination entre l'obtention de l'autorisation d'exploitation et celle du permis de construire.

Le Secrétaire d'Etat répond que le demandeur doit disposer de l'ensemble des autorisations.

L'article est adopté par 11 voix et 5 abstentions.

Article 4

Un membre dépose l'amendement suivant :

« Au deuxième alinéa de cet article, insérer entre le mot « Agriculture » et le mot « détermine » les mots « sur avis conforme des membres des exécutifs régionaux, ayant les problèmes économiques dans leurs attributions. »

Justification

« L'impact économique de ce type d'élevage peut revêtir une importance considérable pour la politique en matière d'industries agro-alimentaires. De ce fait, il est indispensable

Meerdere leden stellen de vraag naar de relatie met de bouwvergunning en de uitbatingsvergunning.

De Staatssecretaris wijst erop dat de betrokkenen best de verschillende vergunningen gelijktijdig aanvragen. Hij vermeldt tevens artikel 7 dat uitdrukkelijk voorziet dat met de bouwwerken of met de uitbating geen aanvang mag worden genomen zonder eerst de machtiging waarin dit wetsontwerp voorziet, bekomen te hebben.

Een lid vraagt of de voorzitters van die Commissies door de Minister van Landbouw voorgesteld worden.

De Staatssecretaris bevestigt dat de voorzitter een ambtenaar van het departement is.

Een lid dient de volgende amendementen in :

« A. In het eerste lid van dit artikel tussen het woord « richt » en de woorden « per provincie » in te voegen de woorden « op voorstel van de bevoegde gewestexecutieve ».

B. In het zesde lid van hetzelfde artikel tussen het woord « benoemt » en de woorden « de leden » in te voegen de woorden « op overeenkomstig advies van het lid van de gewestexecutieve dat bevoegd is voor de economische problemen. »

Verantwoording

« De economische gevolgen van dit soort veeteeltbedrijven kunnen van groot belang zijn voor het beleid op het gebied van de voedermiddelenindustrie. Daarom is het volstrekt noodzakelijk dat de gewesten betrokken worden bij de beslissingen tot beperking van de vestiging van industriële veeteeltbedrijven. »

Het amendement wordt verworpen met 13 tegen 2 stemmen, bij 1 onthouding.

Verschillende leden leggen hun bezorgdheid uit betreffende de coördinatieproblemen tussen het bekomen van de uitbatingsvergunning en de bouwvergunning.

De Staatssecretaris antwoordt dat de aanvrager over het geheel der toelatingen moet beschikken.

Het artikel wordt aangenomen met 11 stemmen, bij 5 onthoudingen.

Artikel 4

Een lid dient het volgende amendement in :

« In het tweede lid van dit artikel tussen het woord « bepaalt » en de woorden « aan welke voorwaarden » in te voegen de woorden « op overeenkomstig advies van de leden van de gewestexecutieven die bevoegd zijn voor de economische problemen. »

Verantwoording

« De economische gevolgen van dit soort veeteeltbedrijven kunnen van groot belang zijn voor het beleid op het gebied van de voedermiddelenindustrie. Daarom is het volstrekt

que les Régions soient associées aux décisions de limitation à l'établissement d'élevages industriels. »

L'amendement est rejeté par 13 voix contre 2 et 1 abstention.

L'article est adopté par 14 voix et 2 abstentions.

Article 5

Un amendement est déposé :

« Au troisième alinéa de cet article, après le mot « quantitatives », ajouter les mots « et qualitatives. »

Le Secrétaire d'Etat considère cet ajout comme superflu.

L'amendement est rejeté par 11 voix contre 3 et 3 abstentions.

Deux autres membres déposent un amendement :

« Au dernier alinéa de cet article, remplacer le mot « défavorable » par le mot « favorable ». »

Justification

« Les lenteurs administratives ou de décision ne peuvent causer un préjudice à l'investisseur. Nous avons trop besoin d'emplois pour lier leur création à la mauvaise volonté éventuelle d'une commission. »

Le Secrétaire d'Etat fait remarquer qu'il s'agit d'un avis. Il renvoie à l'article 8, qui offre suffisamment de garanties.

Après discussion, l'amendement est retiré par ses auteurs.

L'article est adopté par 11 voix et 6 abstentions.

Article 6

Un membre dépose un amendement :

« A cet article insérer entre le mot « Agriculture » et le mot « détermine » les mots « sur avis conforme des membres des exécutifs régionaux, ayant les problèmes économiques dans leur attributions. »

Justification

« L'impact économique de ce type d'élevage peut revêtir une importance considérable pour la politique en matière d'industries agro-alimentaires. De ce fait, il est indispensable que les Régions soient associées aux décisions de limitation à l'établissement d'élevages industriels. »

L'amendement est rejeté par 14 voix contre 2 et 1 abstention.

L'article est adopté par 15 voix et 2 abstentions.

noodzakelijk dat de gewesten betrokken worden bij de beslissingen tot beperking van de vestiging van industriële veeteeltbedrijven. »

Het amendement wordt verworpen met 13 tegen 2 stemmen, bij 1 onthouding.

Het artikel wordt aangenomen met 14 stemmen, bij 2 onthoudingen.

Artikel 5

Een amendement wordt ingediend :

« In het derde lid van dit artikel na het woord « kwantitatieve » in te voegen de woorden « en kwalitatieve ».

De Staatssecretaris is van oordeel dat deze aanvulling overbodig is.

Het amendement wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen, bij 3 onthoudingen.

Twee andere leden dienen een amendement in :

« In het laatste lid van dit artikel het woord « ongunstig » te vervangen door het woord « gunstig ».

Verantwoording

« De administratieve rompslomp of het uitblijven van een beslissing mag geen nadeel berokkenen aan de investeerder. Er zijn zoveel banen nodig dat wij daarbij niet afhankelijk mogen zijn van de eventuele kwade wil van een commissie. »

De Staatssecretaris doet opmerken dat het hier over een advies gaat. Hij verwijst naar artikel 8 dat voldoende waarborgen biedt.

Na bespreking wordt het amendement ingetrokken.

Het artikel wordt aangenomen met 11 stemmen, bij 6 onthoudingen.

Artikel 6

Een lid dient een amendement in :

« In dit artikel tussen het woord « bepaalt » en de woorden « de landbouw-economische » in te voegen de woorden « op overeenkomstig advies van de leden van de gewestexecutieven die bevoegd zijn voor de economische problemen. »

Verantwoording

« De economische gevolgen van dit soort veeteeltbedrijven kunnen van groot belang zijn voor het beleid op het gebied van de voedermiddelenindustrie. Daarom is het volstrekt noodzakelijk dat de gewesten betrokken worden bij de beslissingen tot beperking van de vestiging van industriële veeteeltbedrijven. »

Het amendement wordt verworpen met 14 tegen 2 stemmen, bij 1 onthouding.

Het artikel wordt aangenomen met 15 stemmen, bij 2 onthoudingen.

Article 7

L'article est adopté par 15 voix et 2 abstentions.

Article 8

Un membre dépose les amendements suivants :

« A. Au deuxième alinéa de cet article, insérer entre les mots « Le Roi » et le mot « détermine » les mots « sur avis conforme des exécutifs régionaux ».

B. Au quatrième alinéa du même article, insérer entre le mot « Agriculture » et le mot « statue » les mots « sur avis conforme du membre de l'exécutif régional de la Région où est situé le siège de l'élevage industriel du demandeur, et ayant les problèmes économiques dans ses attributions. »

Justification

« L'impact économique de ce type d'élevage peut revêtir une importance considérable pour la politique en matière d'industries agro-alimentaires. De ce fait, il est indispensable que les Régions soient associées aux décisions de limitation à l'établissement d'élevages industriels. »

Les amendements sont rejetés par 14 voix contre 2 et 1 abstention.

L'article est adopté par 15 voix et 2 abstentions.

Article 8bis (nouveau)

Un membre dépose l'amendement suivant :

« Insérer un article 8bis (nouveau), rédigé comme suit :

« Article 8bis. — Les arrêtés royaux pris en application des articles 1^{er}, 2, et 3 de la présente loi sont délibérés en Conseil des Ministres. »

Justification

« Le projet de loi vise à établir une loi-cadre. Les principaux arrêtés royaux à prendre en application de la loi doivent obtenir l'agrément des Ministres issus de toutes les régions du pays. C'est donc dans le consensus recueilli au sein du Conseil que s'établiront les règles générales découlant de la loi. »

Après un échange de vues, l'amendement est retiré par son auteur.

Article 8ter (nouveau)

Le même membre dépose l'amendement suivant :

« Insérer un article 8ter (nouveau), rédigé comme suit :

« Article 8ter. — L'ensemble des formalités d'autorisation ne peut dépasser 190 jours à partir du jour

Artikel 7

Het artikel wordt aangenomen met 15 stemmen, bij 2 onthoudingen.

Artikel 8

Een lid dient de volgende amendementen in :

« A. Het tweede lid van dit artikel aan te vullen met de woorden « op overeenkomstig advies van de gewestexecutieven ».

B. In het vierde lid van hetzelfde artikel tussen het woord « neemt » en de woorden « een beslissing » in te voegen de woorden « op overeenkomstig advies van het voor de economische problemen bevoegde lid van de gewestexecutieven van het gewest waar de zetel van het industrieel veeteeltbedrijf van de aanvrager gevestigd is. »

Verantwoording

« De economische gevolgen van dit soort veeteeltbedrijven kunnen van groot belang zijn voor het beleid op het gebied van de voedermiddelenindustrie. Daarom is het volstrekt noodzakelijk dat de gewesten betrokken worden bij de beslissingen tot beperking van de vestiging van industriële veeteeltbedrijven. »

De amendementen worden verworpen met 14 tegen 2 stemmen, bij 1 onthouding.

Het artikel wordt aangenomen met 15 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 8bis (nieuw)

Een lid dient het volgende amendement in :

« Een artikel 8bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Artikel 8bis. — De koninklijke besluiten tot uitvoering van de artikelen 1, 2 en 3 van deze wet worden genomen na overleg in de Ministerraad. »

Verantwoording

« Het ontwerp is opgevat als een kaderwet. De voornaamste koninklijke uitvoeringsbesluiten moeten de instemming verkrijgen van de Ministers uit alle streken van het land. Het is dus na consensus in de Raad dat de algemene regels die uit de wet voortvloeien, zullen worden vastgesteld. »

Na gedachtenwisseling wordt het amendement ingetrokken.

Artikel 8ter (nieuw)

Hetzelfde lid dient het volgende amendement in :

« Artikel 8ter (nieuw) in te voegen, luidende :

« Artikel 8ter. — De gezamenlijke formaliteiten voor het verkrijgen van een vergunning mogen niet meer dan 190

de l'introduction de la demande adressée à la députation permanente.

Si, à l'issue de ce délai de 190 jours, la décision d'autorisation n'a pas été notifiée au demandeur, elle est réputée favorable. »

Justification

« Le temps et la mauvaise volonté ont bien souvent eu raison des dispositions d'investissements prises par des industriels. Il convient donc, en fixant un délai global maximum, d'obliger à prendre des décisions et à les notifier. »

Après discussion, l'amendement est retiré par son auteur.

Article 9

L'article est adopté par 15 voix et 2 abstentions.

Article 10

L'article est adopté par 15 voix et 2 abstentions.

Article 11

Un commissaire demande si un garde champêtre est compétent pour rechercher les infractions à la future loi et un autre commissaire s'enquiert si les heures de contrôle entre 5 heures du matin et 9 heures du soir sont applicables dans toutes les lois.

Le Secrétaire d'Etat répond que les dispositions de l'article 11 sont comparables à celles que l'on trouve dans d'autres législations similaires.

L'article est adopté par 15 voix et 2 abstentions.

Article 12

L'article est adopté par 15 voix et 2 abstentions.

Article 13 (nouveau)

Un membre dépose l'amendement suivant :

« Insérer un article 13 (nouveau), rédigé comme suit :

« Article 13. — En attendant la mise en place des commissions provinciales et la rédaction des arrêtés d'application, tout dossier d'implantation d'élevages visés par la présente loi n'est pas soumis à autorisation préalable. »

Justification

« Le Gouvernement et le législateur ne peuvent constituer un frein au développement de l'initiative tant privée que publique ou encore mixte.

dagen duren, vanaf de dag waarop de aanvraag bij de bestendige deputatie is ingediend.

Indien de aanvrager bij het verstrijken van die termijn van 190 dagen geen kennisgeving heeft ontvangen van de vergunning, wordt de beslissing geacht gunstig te zijn. »

Verantwoording

« De tijd en de kwade wil zijn dikwijls sterker geweest dan de investeringsplannen van de industriëlen. Men moet derhalve een totale hoogste termijn vaststellen ten einde een beslissing af te dwingen en ervan kennis te doen geven. »

Na bespreking wordt het amendement ingetrokken.

Artikel 9

Het artikel wordt aangenomen met 15 stemmen, bij 2 onthoudingen.

Artikel 10

Het artikel wordt aangenomen met 15 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 11

Een commissielid vraagt of een veldwachter ook bevoegd is om de misbruiken van deze wet op te sporen en een ander commissielid vraagt of de uren van controle tussen 5 uur 's morgens en 9 uur 's avonds in alle wetten van toepassing zijn.

De Staatssecretaris antwoordt dat de bepalingen van artikel 11 vergelijkbaar zijn met wat in andere gelijkaardige wetgevingen te vinden is.

Het artikel wordt aangenomen met 15 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 12

Het artikel wordt aangenomen met 15 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 13 (nieuw)

Een lid dient het volgende amendement in :

« Een artikel 13 (nieuw) in te voegen, luidende :

« Artikel 13. — In afwachting van de instelling van de provinciale commissies en van de uitvoeringsbesluiten behoeven de dossiers inzake de vestiging van veeteeltbedrijven, zoals bedoeld in deze wet, geen voorafgaande vergunning. »

Verantwoording

« De Regering en de wetgever mogen het particulier of het overheidsinitiatief dan wel het gemengd initiatief niet afremmen.

Il est certain que le délai pour mettre en place ces commissions provinciales ainsi que celui qui sera requis pour élaborer les textes d'application de la loi seront longs. Les projets en cours d'élaboration n'ont pas à en souffrir. »

L'amendement est retiré par son auteur.

Un autre membre dépose l'amendement suivant :

« Insérer un article 13 (nouveau), rédigé comme suit :

« Article 13. — Cette loi est applicable, uniquement, aux projets d'élevages industriels qui relèvent du Fonds d'investissement agricole. »

Justification

« Plusieurs dossiers bénéficient des lois d'expansion économique. De ce fait, ils relèvent des fonds régionaux d'expansion économique et non du Fonds d'investissement agricole national. Les pouvoirs régionaux sont, seuls, compétents. La loi ne peut donc être appliquée à ces projets. »

L'amendement est rejeté par 15 voix contre 2.

IV. VOTE

L'ensemble du projet a été adopté par 15 voix et 2 abstentions.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 13 membres présents.

Le Rapporteur,
M. SMEERS.

Le Président,
J. SONDAG.

Het staat vast dat er heel wat tijd nodig zal zijn om de provinciale commissies in te stellen en de uitvoeringsbesluiten voor te bereiden. Bestaande ontwerpen mogen daaronder niet lijden. »

Het amendement wordt ingetrokken.

Een ander lid dient het volgende amendement in :

« Een artikel 13 (nieuw) in te voegen, luidende :

« Artikel 13. — Deze wet is enkel van toepassing op de ontwerpen van industriële veeteeltbedrijven die ressorteren onder het Landbouwinvesteringsfonds. »

Verantwoording

« Verscheidene dossiers komen in aanmerking voor de economische expansiewetten. Daardoor ressorteren zij onder de gewestelijke fondsen voor economische expansie en niet onder het nationale Landbouwinvesteringsfonds. Alleen de gewestelijke overheid is bevoegd. De wet kan dus niet op die ontwerpen van toepassing zijn. »

Het amendement wordt verworpen met 15 stemmen, tegen 2.

IV. STEMMING

Het geheel van het ontwerp wordt aangenomen met 15 stemmen, bij 2 onthoudingen.

Dit verslag is goedgekeurd met eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

De Verslaggever,
M. SMEERS.

De Voorzitter,
J. SONDAG.

ANNEXE I

BIJLAGE I

Répartition des exploitations selon les classes de grandeur et l'importance du cheptel déposé, mentionné ci-dessous

Niveau : 00000 - Royaume — Catégorie(s) : 1 + 2 + 3 + 4 + 5

Indépendance des exploitations selon les classes de grandeur et l'importance du cheptel déposé, mentionné ci-dessous

Niveau : 00000 - Her Rijk — Catégorie(s) : 1 + 2 + 3 + 4 + 5

TABLEAU 11.08

TABEL 11.08

Royaume (Nombre d'animaux)	Unités	Tailles selon la superficie agricole utilisée — Grootteklassen naar de oppervlakte cultuurgrond											Eenheden	Het Rijk (Aantal dieren)	
		Total Totaal	Sans culture Zonder teelt	0,01 < 1 ha	1 < 2 ha	2 < 5 ha	5 < 10 ha	10 < 20 ha	20 < 30 ha	30 < 50 ha	50 < 80 ha	80 < 100 ha			100 et + ha 100 en + ha
Leghemen (afgedankte inbegrepen) al of niet op ouderdom van de leg :															
Poules pondeuses en d'âge et non en âge de ponte (y compris poules de réforme) :															
de 1 à 9 .	Exploit.	8 171	35	1 419	691	1 299	1 244	1 593	831	724	244	41	50	Bedrijv.	van 1 tot 9 .
	Animaux	44 941	188	7 594	3 761	7 154	6 867	8 900	4 647	3 990	1 342	220	278	Dieren	
de 10 à 49 .	Exploit.	14 602	50	1 465	865	1 772	2 146	3 292	2 093	1 943	706	139	131	Bedrijv.	van 10 tot 49 .
	Animaux	222 662	776	21 495	12 890	15 845	32 416	50 614	31 813	30 316	11 294	2 153	2 050	Dieren	
de 50 à 99 .	Exploit.	607	7	49	34	61	98	154	92	62	35	5	10	Bedrijv.	van 50 tot 99 .
	Animaux	35 745	471	2 883	2 134	3 720	5 873	8 969	5 356	3 442	1 953	290	654	Dieren	
de 100 à 499 .	Exploit.	409	31	47	27	52	62	82	49	35	13	3	8	Bedrijv.	van 100 tot 499 .
	Animaux	78 067	7 240	9 950	5 780	9 320	11 464	15 029	9 394	5 200	2 640	300	1 750	Dieren	
de 500 à 999 .	Exploit.	97	16	15	5	16	14	19	7	1	3	1	—	Bedrijv.	van 500 tot 599 .
	Animaux	65 963	10 703	10 390	3 528	11 137	9 750	12 545	4 670	900	1 800	540	—	Dieren	
de 1 000 à 2 999 .	Exploit.	247	44	54	16	37	44	35	7	7	3	—	—	Bedrijv.	van 1 000 tot 2 999 .
	Animaux	458 486	84 830	97 350	30 075	67 681	82 170	62 680	14 500	14 100	5 100	—	—	Dieren	
de 3 000 à 4 999 .	Exploit.	240	57	38	21	33	36	46	7	1	1	—	—	Bedrijv.	van 3 000 tot 4 999 .
	Animaux	908 063	216 528	141 306	76 162	122 650	140 482	175 865	28 070	3 400	3 600	—	—	Dieren	
de 5 000 à 9 999 .	Exploit.	388	105	76	28	53	65	46	11	3	1	—	—	Bedrijv.	van 5 000 tot 9 999 .
	Animaux	2 559 801	691 314	511 539	192 700	360 552	419 322	295 900	61 350	18 124	9 000	—	—	Dieren	
de 10 000 à 14 999 .	Exploit.	170	53	15	22	30	20	23	5	1	1	—	—	Bedrijv.	van 10 000 tot 14 999 .
	Animaux	1 946 451	610 353	181 140	256 630	340 210	225 518	256 600	54 000	11 000	11 000	—	—	Dieren	
de 15 000 à 19 999 .	Exploit.	86	34	13	10	12	11	6	—	—	—	—	—	Bedrijv.	van 15 000 tot 19 999 .
	Animaux	1 438 834	566 904	225 000	169 100	199 350	181 700	96 780	—	—	—	—	—	Dieren	
de 20 000 à 24 999 .	Exploit.	33	13	3	6	4	3	4	—	—	—	—	—	Bedrijv.	van 20 000 tot 24 999 .
	Animaux	712 160	279 400	68 000	130 000	90 260	62 000	82 500	—	—	—	—	—	Dieren	
de 25 000 à 29 999 .	Exploit.	22	10	1	4	3	2	2	—	—	—	—	—	Bedrijv.	van 25 000 tot 29 999 .
	Animaux	566 000	255 800	27 900	103 300	75 000	54 000	50 000	—	—	—	—	—	Dieren	
de 30 000 à 49 999 .	Exploit.	44	15	5	6	6	7	5	—	—	—	—	—	Bedrijv.	van 30 000 tot 49 999 .
	Animaux	1 588 920	557 140	167 780	236 000	216 500	246 500	165 000	—	—	—	—	—	Dieren	
de 50 000 et plus .	Exploit.	16	7	—	2	4	2	—	1	—	—	—	—	Bedrijv.	van 50 000 en meer.
	Animaux	966 000	419 000	—	127 000	213 000	152 000	—	55 000	—	—	—	—	Dieren	
Total . . .	Exploit.	25 132	477	3 200	1 737	3 382	3 754	5 307	3 103	2 777	1 007	189	199	Bedrijv.	Totaal.
	Animaux	11 592 093	3 700 647	14 723 327	13 490 060	17 433 379	16 300 062	1 281 382	268 800	90 472	47 729	3 503	4 732	Dieren	

Recensement agricole et horticole au 15 mai 1983.

Landbouw- en tuinbouwstelling op 15 mei 1983.

Totaal.

TABEL 11.09

TABLEAU 11.09

Royaume (Nombre d'animaux)	Unités	Tailles selon la superficie agricole utilisée — Grooteklassen naar de oppervlakte cultuurgrond											Eenheden	Het Rijk (Aantal dieren)	
		Total → Totaal	Sans culture → Zonder teelt	0,01 < 1 ha	1 < 2 ha	2 < 5 ha	5 < 10 ha	10 < 20 ha	20 < 30 ha	30 < 50 ha	50 < 80 ha	80 < 100 ha			100 et + ha → 100 en + ha
Vleeschkippen (eendags- kuikens excl.) :															
de 1 à 99 .	Exploit. Animaux	1 988 42 528	7 204	255 4 919	103 1 881	204 4 131	220 4 242	374 7 576	309 6 845	335 8 066	127 3 270	26 586	28 808	Bedrijv. Dieren	van 1 tot 99 .
de 100 à 499 .	Exploit. Animaux	129 24 840	17 4 480	15 3 260	12 2 520	12 2 490	12 2 635	22 3 745	14 1 900	13 2 010	7 1 150	3 400	2 250	Bedrijv. Dieren	van 100 tot 499 .
de 500 à 999 .	Exploit. Animaux	44 28 730	9 5 830	15 9 650	2 1 400	7 4 550	3 2 200	5 3 300	2 1 200	1 600	—	—	—	Bedrijv. Dieren	van 500 tot 999 .
de 1 000 à 2 999 .	Exploit. Animaux	157 279 875	30 56 300	30 49 625	21 37 950	27 48 100	28 51 900	18 32 000	—	3 4 000	—	—	—	Bedrijv. Dieren	van 1 000 tot 2 999 .
de 3 000 à 4 999 .	Exploit. Animaux	160 580 100	36 131 100	43 158 300	13 47 800	22 75 500	19 68 200	20 73 400	7 25 800	—	—	—	—	Bedrijv. Dieren	van 3 000 tot 4 999 .
de 5 000 à 9 999 .	Exploit. Animaux	254 1 630 363	56 342 500	44 266 100	25 160 300	31 206 655	43 280 250	38 255 600	12 86 700	4 29 258	1 9 000	—	—	Bedrijv. Dieren	van 5 000 tot 9 999 .
de 10 000 à 14 999 .	Exploit. Animaux	118 1 333 000	29 324 400	17 192 000	12 139 000	17 196 500	26 294 400	15 159 000	2 27 700	—	—	—	—	Bedrijv. Dieren	van 10 000 tot 14 999 .
de 15 000 à 19 999 .	Exploit. Animaux	78 1 302 400	18 297 200	17 285 200	10 167 500	15 252 000	7 112 000	10 172 000	1 16 500	—	—	—	—	Bedrijv. Dieren	van 15 000 tot 19 999 .
de 20 000 à 24 999 .	Exploit. Animaux	54 1 130 600	15 313 000	8 168 400	7 149 200	7 144 000	7 148 000	6 123 500	3 64 500	1 20 000	—	—	—	Bedrijv. Dieren	van 20 000 tot 24 999 .
de 25 000 à 29 999 .	Exploit. Animaux	23 593 000	7 180 000	4 104 000	5 130 000	3 77 500	1 25 000	1 25 000	1 25 500	—	—	—	1	Bedrijv. Dieren	van 25 000 tot 29 999 .
de 30 000 à 49 999 .	Exploit. Animaux	41 1 471 800	16 560 000	8 309 800	6 200 000	4 162 000	3 110 000	3 91 000	—	—	1 39 000	—	—	Bedrijv. Dieren	van 30 000 tot 49 999 .
de 50 000 à 99 999 .	Exploit. Animaux	23 1 393 000	7 443 000	5 301 000	7 111 000	5 302 000	2 120 000	2 116 000	—	—	—	—	—	Bedrijv. Dieren	van 50 000 tot 99 999 .
de 100 000 et plus .	Exploit. Animaux	2 200 000	2 200 000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Bedrijv. Dieren	van 100 000 et plus .
Total . . .	Exploit. Animaux	3 071 10 010 236	249 2 858 014	461 1 852 254	218 1 148 551	354 1 469 426	371 1 218 827	514 1 062 121	351 256 645	357 63 934	136 52 420	29 986	31 27 058	Bedrijv. Dieren	Totaal.

Recensement agricole et horticole au 15 mai 1983.

Landbouw- en tuinbouwvelling op 15 mei 1983.

Vleeskippen (eendags-
kuikens excl.) :

van 1 tot 99.
van 100 tot 499.
van 500 tot 999.
van 1 000 tot 2 999.
van 3 000 tot 4 999.
van 5 000 tot 9 999.
van 10 000 tot 14 999.
van 15 000 tot 19 999.
van 20 000 tot 24 999.
van 25 000 tot 29 999.
van 30 000 tot 49 999.
van 50 000 tot 99 999.
van 100 000 en meer.

TABEL 11.05

TABLEAU 11.05

Royaume (Nombre d'animaux)	Unités	Tailles selon la superficie agricole utilisée — Grootteklassen naar de oppervlakte cultuurgond										Eenheden	Het Rijk (Aantal dieren)		
		Total — Totaal	Sans culture — Zonder teelt	0,01 ha	1 ha	2 ha	5 ha	10 ha	20 ha	30 ha	50 ha			80 ha	100 et + ha — 100 en + ha
Zegenen :															
Truies :	1 . . . Animaux	1 036	3	109	68	174	199	241	115	91	30	3	3	Dieren	1.
	2 . . . Animaux	2 548	16	226	170	440	490	620	292	220	60	6	8	Dieren	2.
	3 . . . Animaux	3 513	33	264	231	543	777	762	405	327	120	24	27	Dieren	3.
	4 . . . Animaux	4 580	52	280	212	636	916	1 268	556	416	196	20	28	Dieren	4.
	de 5 à 9 . . . Exploit.	3 981	31	146	103	470	949	4 233	541	370	110	16	12	Bedrijv.	van 5 tot 9.
	de 10 à 15 . . . Animaux	26 515	220	943	648	3 046	6 354	8 340	3 654	2 417	711	107	75	Dieren	van 10 tot 15.
	de 16 à 19 . . . Exploit.	3 472	29	96	77	245	755	1 314	504	321	99	14	18	Bedrijv.	van 16 tot 19.
	de 20 à 49 . . . Animaux	42 899	367	1 192	958	3 013	9 251	16 339	6 221	3 930	1 228	180	220	Dieren	van 20 tot 49.
	de 50 à 99 . . . Exploit.	1 447	12	22	23	96	300	543	275	131	33	7	5	Bedrijv.	van 50 tot 99.
	de 100 à 199 . . . Animaux	25 253	210	379	401	1 693	5 229	9 486	4 763	2 299	582	123	88	Dieren	van 100 tot 199.
de 200 et plus . . . Exploit.	6 540	69	129	131	323	1 125	2 816	1 187	566	152	23	19	Bedrijv.	van 200 en meer.	
		202 801	2 164	4 011	4 105	9 951	34 296	87 897	37 073	17 502	4 567	683	552	Dieren	
		2 825	79	82	108	225	481	1 124	500	171	39	9	7	Bedrijv.	
		191 146	5 512	5 824	7 545	15 003	32 668	75 719	33 141	11 299	2 471	516	488	Dieren	
		801	38	37	43	108	167	246	107	34	16	1	4	Bedrijv.	
		103 826	5 131	5 150	5 674	13 955	21 463	32 226	13 319	4 171	2 086	105	546	Dieren	
		120	16	6	9	15	29	25	13	5	1	1	—	Bedrijv.	
		40 111	7 206	1 777	2 447	3 957	8 026	9 403	5 399	1 175	230	491	—	Dieren	
Total . . .	Exploit.	23 812	309	898	777	2 216	4 738	8 423	3 662	2 012	599	90	88	Bedrijv.	Totaal.
	Animaux	644 228	20 914	20 155	22 459	53 371	119 669	242 301	104 938	43 847	12 281	2 258	2 035	Dieren	

Recensement agricole et horticole au 15 mai 1983.

Landbouw- en tuinbouwrelling op 15 mei 1983.

Tailles selon la superficie agricole utilisée — Grootteklassen naar de oppervlakte cultuurgrond

Royaume (Nombre d'animaux)	Unités	Total — Total	Sans culture — Zonder teelt	0,01 < 1 ha	1 < 2 ha	2 < 5 ha	5 < 10 ha	10 < 20 ha	20 < 30 ha	30 < 50 ha	50 < 80 ha	80 < 100 ha	10 et + ha 100 et + ha	Enhedes	Het Rijk (Aantal dieren)
<i>Porcs à l'engrais (y compris les verrats et les truies de réforme)</i>															
<i>d'un poids vif de 50 kg et plus :</i>															
de 1 à 2 .	Exploit. Animaux	3 810 5 898	18 28	333 493	251 375	518 790	712 1 099	1 022 1 589	475 742	358 573	94 158	16 26	13 25	Bedrijv. Dieren	van 1 tot 2.
de 3 à 9 .	Exploit. Animaux	2 602 12 689	30 180	127 638	100 514	278 1 295	512 2 490	1 589 3 839	742 1 769	573 1 348	158 433	26 115	25 68	Bedrijv. Dieren	van 3 tot 9.
de 10 à 15 .	Exploit. Animaux	924 11 047	22 285	40 488	32 372	95 1 112	202 2 437	293 3 515	132 1 565	66 780	30 347	6 73	6 73	Bedrijv. Dieren	van 10 tot 15.
de 16 à 19 .	Exploit. Animaux	230 3 998	8 138	12 210	6 104	31 537	43 739	75 1 306	20 494	20 347	6 104	— —	1 19	Bedrijv. Dieren	van 16 tot 19.
de 20 à 49 .	Exploit. Animaux	1 824 58 280	66 2 199	116 3 566	57 1 854	188 5 975	358 11 439	650 20 877	247 7 867	104 3 341	26 757	8 275	4 130	Bedrijv. Dieren	van 20 tot 49.
de 50 à 99 .	Exploit. Animaux	1 803 126 065	88 6 047	79 5 648	73 5 050	55 10 736	370 25 846	677 47 408	250 17 728	81 5 490	25 1 763	— —	5 349	Bedrijv. Dieren	van 50 tot 99.
de 100 à 199 .	Exploit. Animaux	1 904 262 013	115 16 420	128 18 001	96 12 861	205 28 926	392 53 672	625 32 093	236 32 093	85 11 783	12 1 656	4 511	6 717	Bedrijv. Dieren	van 100 tot 199.
de 200 à 399 .	Exploit. Animaux	1 404 379 375	127 35 582	119 32 313	84 22 326	178 48 909	269 72 553	391 103 199	163 44 488	54 15 153	15 3 955	2 420	2 477	Bedrijv. Dieren	van 200 tot 399.
de 400 à 499 .	Exploit. Animaux	301 130 164	39 16 942	30 12 976	19 8 433	40 16 957	67 28 759	78 33 925	19 8 241	7 3 012	1 474	— —	1 445	Bedrijv. Dieren	van 400 tot 499.
de 500 à 749 .	Exploit. Animaux	352 207 242	52 30 438	30 17 722	31 18 725	48 28 542	64 36 775	74 43 182	39 23 480	11 6 618	2 1 170	1 590	— —	Bedrijv. Dieren	van 500 tot 749.
de 750 à 999 .	Exploit. Animaux	140 120 210	22 18 961	18 16 067	14 11 993	16 13 409	31 26 279	31 26 591	4 3 500	2 1 710	1 800	— —	1 900	Bedrijv. Dieren	van 750 tot 999.
de 1 000 à 1 499 .	Exploit. Animaux	101 117 140	15 17 616	13 15 248	9 10 317	20 23 139	18 21 093	13 14 614	7 8 201	3 3 400	1 1 175	— —	2 2 337	Bedrijv. Dieren	van 1 000 tot 1 499.
de 1 500 à 1 999 .	Exploit. Animaux	57 95 101	11 17 903	9 15 432	5 8 400	8 12 996	9 14 720	11 18 850	2 3 270	2 3 530	— —	— —	— —	Bedrijv. Dieren	van 1 500 tot 1 999.
de 2 000 à 2 499 .	Exploit. Animaux	14 30 415	1 2 450	2 4 415	2 4 000	2 4 400	5 11 050	2 4 100	— —	— —	— —	— —	— —	Bedrijv. Dieren	van 2 000 tot 2 499.
de 2 500 et plus .	Exploit. Animaux	36 174 300	8 33 384	2 6 750	4 16 176	5 26 608	8 55 837	6 26 992	2 5 653	1 2 900	— —	— —	— —	Bedrijv. Dieren	van 2 500 et plus.
Total . . .	Exploit. Animaux	15 502 1 733 937	622 198 573	1 058 149 967	783 121 500	1 787 224 331	3 060 364 788	4 725 435 360	1 979 159 091	1 069 59 985	302 12 792	61 2 010	56 5 540	Bedrijv. Dieren	Totaal.

Landbouw- en tuinbouwteiling op 15 mei 1983.

TABEL 11.07

TABLEAU 11.07

Royaume (Nombre d'animaux)	Unités	Tailles selon la superficie agricole utilisée — Grootteklassen naar de oppervlakte cultuurgrond										Eenheden	Het Rijk (Aantal dieren)		
		Total — Totaal	Sans culture — Zonder teelt	0,01 — ha	1 — ha	2 — ha	5 — ha	10 — ha	20 — ha	30 — ha	50 — ha			80 — ha	100 et + — ha
Totaal der varkens :															
de 1 à 2 .	Exploit.	4 595	16	617	420	807	805	920	471	386	115	19	19	Bedrijv.	van 1 tot 2.
	Animaux	7 716	29	981	672	1 332	1 341	1 584	813	688	205	35	36	Dieren	
de 3 à 9 .	Exploit.	4 549	20	334	257	656	784	1 126	560	536	204	40	32	Bedrijv.	van 3 tot 9.
	Animaux	22 916	130	1 566	1 249	3 274	3 972	5 718	2 833	2 764	1 046	207	157	Dieren	
de 10 à 15 .	Exploit.	1 953	18	126	95	280	391	516	236	194	68	17	12	Bedrijv.	van 10 tot 15.
	Animaux	24 091	226	1 573	1 188	3 395	4 896	6 365	2 860	2 403	824	214	147	Dieren	
de 16 à 19 .	Exploit.	994	6	45	33	128	228	278	130	95	44	3	4	Bedrijv.	van 16 tot 19.
	Animaux	17 291	104	785	571	2 233	3 954	4 851	2 252	1 642	778	52	69	Dieren	
de 20 à 49 .	Exploit.	5 561	65	219	165	565	1 230	1 791	801	530	150	22	23	Bedrijv.	van 20 tot 49.
	Animaux	182 325	2 170	6 842	5 019	17 758	39 884	60 322	26 917	17 228	4 752	717	716	Dieren	
de 50 à 99 .	Exploit.	5 312	105	154	112	98	1 035	2 049	847	441	142	21	18	Bedrijv.	van 50 tot 99.
	Animaux	377 740	7 556	10 955	7 909	27 217	73 124	146 637	60 584	31 221	9 803	1 510	1 224	Dieren	
de 100 à 199 .	Exploit.	4 879	155	204	146	341	893	1 857	789	362	99	18	15	Bedrijv.	van 100 tot 199.
	Animaux	687 985	22 347	28 956	20 722	48 864	125 628	261 622	111 375	49 774	13 842	2 634	2 221	Dieren	
de 200 à 399 .	Exploit.	3 718	196	204	159	318	696	1 360	530	201	38	5	11	Bedrijv.	van 200 tot 399.
	Animaux	1 039 194	55 763	57 487	46 122	89 071	193 179	380 482	146 675	55 837	10 106	1 224	3 248	Dieren	
de 400 à 499 .	Exploit.	943	59	62	46	108	197	286	139	33	11	1	1	Bedrijv.	van 400 tot 499.
	Animaux	417 483	25 824	27 045	20 440	47 664	87 856	126 475	61 841	14 581	4 909	448	400	Dieren	
de 500 à 749 .	Exploit.	1 244	97	79	73	146	254	397	138	46	12	2	—	Bedrijv.	van 500 tot 749.
	Animaux	746 716	58 725	46 777	43 648	87 967	152 202	237 348	83 181	28 508	7 088	1 272	—	Dieren	
de 750 à 999 .	Exploit.	571	61	51	47	61	111	157	59	21	3	—	—	Bedrijv.	van 750 tot 999.
	Animaux	490 894	53 346	44 177	40 029	51 855	95 256	135 045	50 742	17 866	2 578	—	—	Dieren	
de 1 000 à 1 999 .	Exploit.	539	71	44	42	82	112	117	39	20	5	1	6	Bedrijv.	van 1 000 tot 1 999.
	Animaux	716 585	95 654	59 615	57 767	108 615	149 822	156 012	49 003	24 039	7 237	1 542	7 279	Dieren	
de 2 000 à 2 999 .	Exploit.	93	14	9	9	15	14	19	11	2	—	—	—	Bedrijv.	van 2 000 tot 2 999.
	Animaux	216 345	32 054	19 880	20 599	35 086	33 592	45 351	24 903	4 880	—	—	—	Dieren	
de 3 000 et plus .	Exploit.	60	12	5	5	10	13	11	3	1	—	—	—	Bedrijv.	van 3 000 en meer.
	Animaux	366 869	76 023	19 121	28 077	48 522	108 761	62 591	19 374	4 400	—	—	—	Dieren	
Total . . .	Exploit.	35 011	895	2 153	1 609	3 905	6 763	10 884	4 753	2 868	891	149	141	Bedrijv.	Totaal.
	Animaux	5 314 150	429 951	325 760	294 012	572 853	1 073 467	1 630 403	643 353	255 831	63 168	9 855	15 497	Dieren	

Recensement agricole et horticole au 15 mai 1983.

)

Landbouw- en tuinbouwrelling op 15 mei 1983.